**Rubriques par nature 30- Personnel de l’Etat/ Prise de position membre commission**

 **Groupe socialiste Katia Lehmann**

**Monsieur le Président, Madame, Messieurs les Ministres, Chers Collègues,**

Comme nous l’avons déjà exprimé en commission le groupe socialiste ne soutiendra pas les différentes propositions en lien avec le personnel de l’Etat. Comme tous les autres groupes nous sommes soucieux d’atteindre un équilibre budgétaire. Mais nous ne pouvons cautionner que cet équilibre soit atteint à l’aide d’une proposition coupant à la hussarde, dans les rubriques se rapportant au personnel de l’Etat, qu’il s’agisse d’un montant de 1 mio ou 1. 5 mio francs.

Une analyse stricte des besoins en effectifs a déjà été faite pour chaque service de manière très rigoureuse lors de l’élaboration du budget. Il en a par ailleurs été de même pour chaque rubrique. La consigne donnée pour les services, on le rappelle, était d’élaborer un budget 2020 identique au budget 2019. Pour toutes les dépenses non liées, l’exercice a été dans l’ensemble plutôt réussi.

Se référer au seul nombre total d’augmentation de postes revient à ne pas considérer toute la réflexion menée en amont de la création d’un poste. L’évolution des charges en personnel est indiquée comme stable et expliquée notamment par la non indexation des salaires, par des renouvellements de postes à des annuités inférieures et par une diminution du nombre d’enseignants dans certaines divisions du CEJEF.

On peut donc en conclure que les nouveaux postes inscrits au budget l’ont bel et bien été au prix de sacrifices à d’autres niveaux. Les efforts consentis démontrent que les postes sont nécessaires, attendus et que pour certains d’entre eux ils permettront également des rentrées financières supplémentaires dont il est déjà tenu compte dans ce budget, il convient de le souligner.

A l’exemple du contrôleur des viandes, 0.3 EPT de plus en 2020, en moins donc si on s’en tient à certaines de vos propositions, et 60'000 frs en plus à dépenser pour l’Etat pour indemniser les contrôleurs privés.

Certains ont jugé notre position irresponsable s’agissant de la solution que nous proposons pour répondre au frein à l’endettement. Et ici quel est le montant limite qui pourrait remettre en question des prestations fondamentales ou même le simple et bon fonctionnement de l’Etat ? La réponse est très difficile à donner mais inévitablement une diminution de postes aura des incidences sur la qualité ou la quantité des prestations proposées.

C’est pourquoi nous ne pouvons pas adhérer à vos propositions, nous résoudre à cette facilité-là, celle de couper dans cette rubrique un montant arbitrairement imposé par le respect du frein à l’endettement, avec des conséquences ressenties demain mais dont nous ignorons la teneur. Pour un tel exercice, il n’y a pas qu’àannuler ou décaler la mise au concours de postes lors de départ en retraite, comme il n’y a pas qu’à supprimer la création de tous les nouveaux postes.

Ne pas repourvoir provisoirement les postes met sous pression le personnel restant, a des conséquences sur la qualité du travail, la santé des employés, le taux d’absentéisme, la motivation et tout cela a un coût qui pourrait s’avérer au final bien plus élevé que l’économie espérée.

Nous ne voulons pas que tout le poids de la recherche légitime d’économies soit supporté par une fonction publique déjà régulièrement exposée et pour qui les *mesures d’économie* sont devenues la règle, sont acceptées et intégrées au quotidien et pour laquelle les efforts méritent considération.

Des améliorations et économies peuvent sans doute être encore apportées, mais plus que sur le nombre de postes, nous estimons qu’il pourrait y avoir une réflexion sur le profil des personnes engagées. Dans certains services, le recours de plus en plus fréquent à des généralistes (n’y voyez aucune connotation péjorative de notre part) oblige ensuite à investir dans des mandats à l’externe pour certaines missions qui auparavant pouvait être assumées par les services de l’Etat. Cela coûte également.

Nous devons prendre nos responsabilités et voter des budgets réalistes. Nous y reviendrons plus tard mais là est pour nous toute la nuance avec notre proposition de prélèvement du montant nécessaire dans la réserve de politique budgétaire. Et comme déjà annoncé en préambule, le groupe socialiste soutiendra donc la proposition du Gouvernement.